

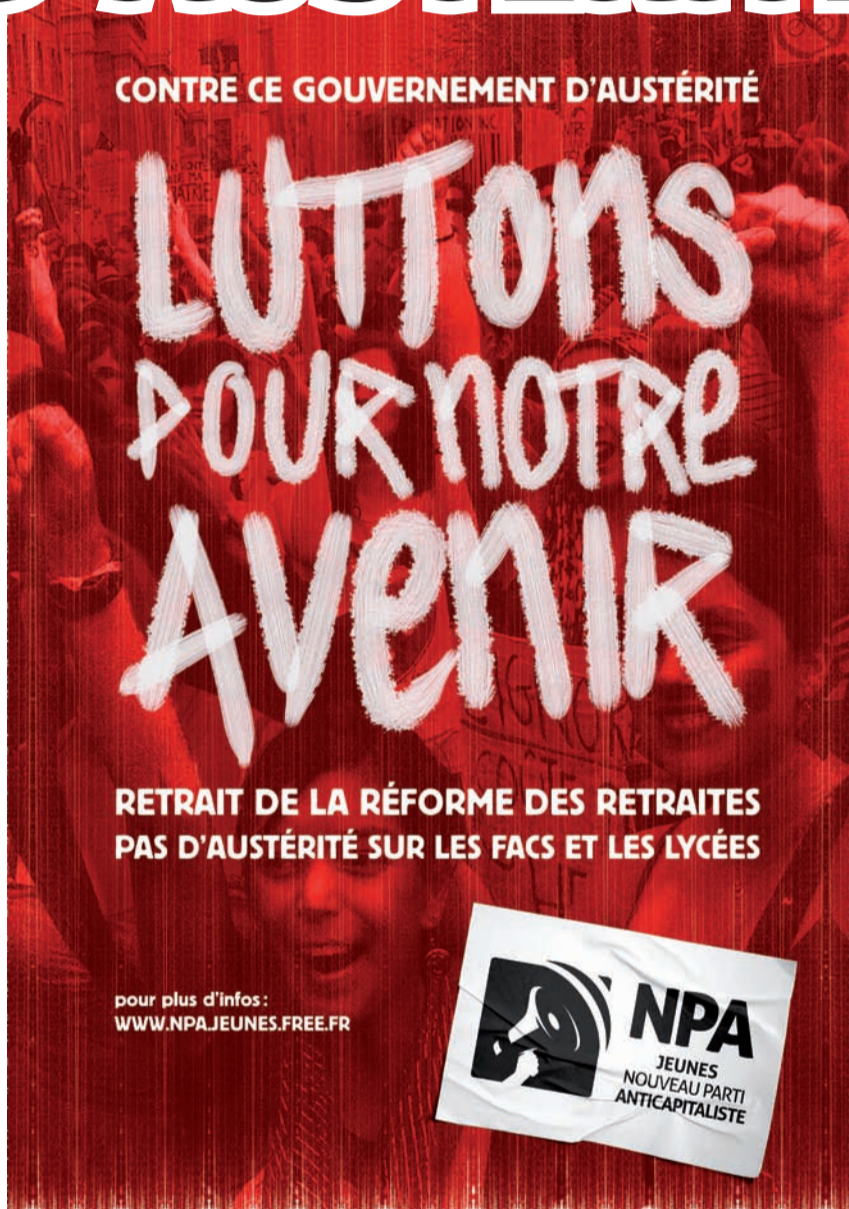
L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#31
SEPTEMBRE
OCTOBRE
2013

CONTRE CE GOUVERNEMENT D'AUSTÉRITÉ



RETRAIT DE LA RÉFORME DES RETRAITES, PAS D'AUSTÉRITÉ SUR LES FACs ET LES LYCÉES !

GOVERNEMENT DE GUERRE = GUERRE AU GOUVERNEMENT !

Hin août, nous disions que la seule action positive de Hollande est le mariage pour toutes. Ce bilan va s'alourdir cette année si on laisse faire ce gouvernement. Il a choisi la guerre sur tous les fronts : guerre impérialiste en Syrie et guerre sociale ici.

Comme au Mali ou en Lybie, une intervention de la France en Syrie n'aurait qu'un seul objectif réel. Il ne s'agit pas d'aider le peuple syrien mais de contrôler l'insurrection pour mettre au pouvoir un gouvernement soumis aux intérêts occidentaux. Certains à l'extrême-droite jouent aux amis des peuples en s'opposant aussi à l'intervention en Syrie pour mieux cacher leur soutien à Al-Assad. Nous n'oublions pas que leur programme et leurs pratiques sont

nationalistes, réactionnaires et antisociales et le disons haut et fort. C'est le sens de notre participation à la manifestation anti-FN lors de leur Université d'été le 14 septembre à Marseille.

Hollande poursuit l'austérité et ce sont nos conditions de vie, d'études, de travail qui vont directement souffrir. Sur nos lieux d'étude, les budgets en baisse ont des conséquences de plus en plus visibles. L'enseignement de qualité n'a pas à être réservé aux riches, il faut nous battre pour rouvrir des classes, avoir des équipements corrects, suffisamment de profs formés et payés correctement, des diplômés de qualité partout... Cette bataille de longue haleine se conjugue à la lutte contre l'attaque

majeure contre nos droits en cette rentrée : la réforme des retraites. Au lieu d'aller chercher l'argent accumulé par les patrons grâce à notre travail, c'est justement nous qui allons payer en cotisant plus et plus longtemps : 43 ans ! Vu l'âge moyen d'entrée dans le monde du travail, on mourra avant d'arriver à la retraite ! Avec des directions syndicales qui ont appelé à la manifestation du 10 septembre à contre-cœur, notre meilleure chance d'organiser la grève est de s'organiser à la base en assemblées générales et sur la durée en équipes syndicales. Les peuples de Turquie, du Brésil et tous les autres qui se révoltent depuis deux ans nous montrent qu'il est possible de se battre.



BATTONS NOUS POUR LE RETRAIT DE LA NOUVELLE CONTRE-RÉFORME DES RETRAITES !

Mardi 27 août, le gouvernement Hollande a annoncé officiellement sa nouvelle réforme des retraites. Au programme, cotiser plus et... travailler plus. Dans la continuité de celle de Sarkozy en 2010, cette nouvelle réforme s'attaque frontalement aux acquis sociaux des jeunes et des travailleurs. Les deux mesures principales sont l'augmentation de la durée de cotisation nécessaire pour une retraite pleine et la hausse des prélèvements. Pour faire passer la pilule, le gouvernement annonce dans le même temps des mesures en faveur des jeunes. Mais qu'en est-il vraiment... décryptage !

La première mesure importante est donc l'augmentation de la durée de cotisation de 41,5 à 43 ans, mesure qui touchera tous les moins de 40 ans. Pour faire passer cette mesure, le gouvernement reprend l'argument de la droite « l'espérance de vie augmente, il faut donc travailler plus longtemps pour rééquilibrer les comptes ». Pourtant cette affirmation est fautive car depuis 2012 l'espérance de vie des femmes est en baisse et celle des hommes stagne. L'espérance de vie en bonne santé est elle en recul depuis 2008. On nous propose donc de travailler plus longtemps alors que nous vivons moins longtemps et moins bien. Déjà aujourd'hui une

grande partie des travailleurs n'arrive pas à cotiser les 41,5 annuités et n'ont donc pas de retraite pleine. Avec l'augmentation à 43 annuités l'objectif est clair, ils veulent baisser le montant de nos retraites.

La deuxième mesure concerne la hausse des cotisations retraites de 0,15 à 0,3 de 2014 à 2017. Concrètement pour un salarié gagnant le SMIC cette hausse se traduira par une perte de 54 euros par an. Le gouvernement justifie cette mesure en expliquant qu'il faut rembourser à court terme le déficit de la sécurité sociale qui atteindra 20 milliards d'euros en 2020. Pourtant ce même gouvernement avait trouvé

au début de son mandat 20 milliards d'euros pour « la compétitivité des entreprises ». Il est donc prêt à déboursier cette somme pour sauver les profits mais pas pour sauver nos retraites... Cette hausse est présentée comme juste car elle touche les salariés et les entreprises mais Hollande a dans le même temps promis au patronat un allègement de 35 milliards d'euros lors de la réforme du financement de la protection sociale et des allocations familiales en 2014. Où est la justice, quand on promet de rendre 3 ou 4 fois plus au patronat que ce qu'on lui prend, alors qu'on met à la diète tout le reste de la population ?

Le problème de fond sur le déficit de la caisse retraite réside dans le nombre de chômeurs qui ne peuvent pas cotiser et dans les faibles salaires qui réduisent les cotisations. On estime par exemple qu'un million d'emplois créés et 300 euros d'augmentation de salaire pour tous permettraient à la caisse retraite d'empocher 10 milliards d'euros. Pour s'attaquer au « problème » des retraites, la priorité est donc d'interdire les licenciements et d'imposer au patronat et au gouvernement des augmentations de salaire.

Enfin le gouvernement a annoncé des mesures pour les jeunes. Notamment la possibilité pour les étudiants de racheter leurs années d'études en année cotisées pour compléter leurs trimestres. Mais aujourd'hui aucun étudiant n'est capable de déboursier plusieurs centaines d'euros pour racheter des trimestres. Déjà qu'un étudiant sur deux est obligé de se salarier pour payer ses études. En vérité cette réforme condamne un peu plus la jeunesse, car l'augmentation à 43 annuités ne donne plus aucune chance d'avoir une retraite ou alors avec une pension minuscule. Et si nos anciens restent plus longtemps sur le marché du travail, c'est autant de postes qui ne se libèrent pas pour la nouvelle génération. Et donc ce sera une augmentation du chômage pour les plus jeunes.

Cette réforme n'offre aucun avenir, ni à la jeunesse ni au monde du travail. La seule solution est de s'y opposer dès la rentrée. Le 10 septembre aura lieu une première journée nationale de mobilisation. Dès cette date il faut se mobiliser avec les salariés et construire un mouvement d'ensemble de toute la société pour obtenir le retrait de la réforme. Ce sera aussi l'occasion d'exprimer nos revendications contre l'austérité imposée sur nos fachs et nos lycées.



MARINE LE PEN DÉGAGE ! TOUS ET TOUTES À MARSEILLE LE 14 SEPTEMBRE !

Le 5 juin 2013, Clément Meric, jeune syndicaliste et militant antifasciste, était assassiné en plein Paris par un groupuscule néonazi proche du Front national et membre de son service d'ordre. Au-delà même des liens organisationnels, le FN porte la responsabilité politique de cet acte odieux. Ce passage à l'acte n'est que la continuation logique et inévitable de quarante ans de discours racistes, homophobes et sexistes, dans un contexte nouveau d'accélération de la crise politique.

Dans ce climat nauséabond d'explosion des agressions islamophobes, le parti d'extrême droite se paye la provocation d'organiser ses universités d'été à Marseille, ville populaire et

immigrée, devenue l'emblème des nouvelles « classes dangereuses » à mater. Mais Marseille est à nous et nous n'abandonnerons pas nos rues aux fascistes !

Le FN c'est la stigmatisation des chômeurs, des discours haineux contre les grévistes et les syndicats combattifs, c'est le rejet du projet de loi d'amnistie sociale pour les militants condamnés... Bref, c'est la division de notre camp et la politique de la bourgeoisie pour la bourgeoisie !

Tout le discours de Marine Le Pen est celui du bouc-émissaire, Rom ou musulman. Il sert uniquement à nous empêcher de lutter tous et toutes ensemble contre le gouvernement et le

capitalisme. Pour le NPA, il faut mener une lutte idéologique sans concession contre l'islamophobie, y compris contre la complicité de la gauche de Manuel Valls dans la montée de cette idéologie raciste.

Une quarantaine d'organisations politiques, syndicales et associatives ont fondé le collectif « Marseille solidaire contre l'extrême droite » et décidé d'organiser une semaine antifasciste. Au programme : projections, débats, concerts et manifestations, pour réaffirmer que le FN est le pire ennemi des travailleurs et des classes populaires.

Le point culminant de la mobilisation sera une grande manifestation antifasciste

le 14 septembre. Elle est essentielle pour faire la démonstration de notre supériorité militante sur l'extrême droite. Si les idées réactionnaires ont progressé, notamment à la suite des « Manif pour tous », il ne faut pas pour autant surestimer le FN. Au sein des classes populaires, le vote FN ne tente en fait qu'une petite minorité. Loin devant lui, il y a une abstention massive et un dégoût légitime pour toute la politique traditionnelle. Des jeunes, des ouvriers et des employés commencent à se révolter contre cette crise n'ont pas encore choisi leur camp. C'est à eux et à elles que nous devons nous adresser.

La mobilisation contre le FN est essentielle pour isoler ce parti, pour

combattre ses divisions racistes, sexistes et homophobes, pour unifier notre camp social et nous permettre de repasser à l'offensive sur nos propres revendications, progressistes et anticapitalistes, notamment contre la casse de nos retraites et de nos conditions d'études !

**On vit ici, on reste ici,
Marine Le Pen dégage !
Tous et toutes à Marseille
le 14 septembre !**

Valentin (Comité jeunes

Aix-Marseille)

NOTRE-DAME-DES-LANDES : PAS DE VACANCES CONTRE L'AYRAULT-PORT !

Après la chaîne humaine du 11 mai, un week-end festif, mélangeant concerts, forums et débat, s'est tenu les 3 et 4 août à Notre-Dame-des-Landes pour dire non au projet d'aéroport. En plein été, l'événement a rassemblé 40 000 personnes en deux jours, dont bien des militant-e-s du NPA.

Il est primordial de ne pas relâcher la pression. Après une très violente campagne d'expulsion des zadistes (celles et ceux qui occupent la « zone à

défendre » pour empêcher l'ouverture des travaux) fin 2012, le gouvernement a changé de tactique : les expulsé-e-s revenaient chaque fois plus nombreux et la brutalité des flics leur attirait beaucoup de sympathie. Aujourd'hui, les CRS sont en retrait et les autorités assurent examiner plusieurs recours administratifs contre le projet. Elles espèrent qu'une pause de plusieurs mois démobilisera les opposant-e-s.

Mais cette lutte n'est pas une lubie passagère. Elle dure, avec des

degrés d'intensité variables, depuis... 1972 ! Sur place, zadistes, agriculteurs, riverains et militants écologistes se serrent les coudes. Des comités de soutien existent dans toute la France, multipliant les initiatives locales, notamment contre Vinci, géant du BTP chargé de la construction et de la gestion du futur aéroport.

Au-delà de Notre-Dame-des-Landes, c'est la question des Grands projets inutiles imposés (GPII) qui est ouverte. Partout en Europe, ces projets aberrants

prétendent engloutir des milliards d'argent public au seul bénéfice des entreprises chargées de les réaliser : autoroutes surdimensionnées, tours de bureaux vides, liaisons ferroviaires redondantes... Si les caisses sont vides pour l'éducation ou la santé, l'État trouve toujours de l'argent pour les capitalistes.

On nous assure que les GPII apporteront la « croissance », la « compétitivité ». Peut-être. Mais notre classe vivra-t-elle mieux pour autant ? Non ! Pour

nous, cela signifie uniquement plus de béton, plus de pollution.

Contre l'aéroport et son monde, le combat continue !

Renaud (Comité jeunes travailleurs, région parisienne)

« ISLAMOPHOBIE, OUI... RACISTE, BIEN SÛR QUE NON ! »

La crise du capitalisme occidental est aussi une crise de civilisation : l'Occident voit son leadership remis en cause par l'émergence de nouvelles puissances. Cette crise est aussi celle du contrôle des ressources énergétiques. Ces problèmes se règlent en partie à coups d'interventions militaires et de tentative de coups d'État dans les pays arabo-musulmans.

L'islamophobie, une passion française

En France, depuis les années 1960 : les populations immigrées issue des anciennes colonies françaises se sont retrouvées confrontées, dans les médias, à l'école, au travail, à l'invisibilité et à la négation de leur histoire et des crimes de la France (colonialisme, esclavage, racisme...), à la relégation sociale, la ghettoïsation, au racisme quotidien.

L'intégration promise ne correspond pas à une volonté d'accepter les immigrés tels qu'ils sont, mais de les dépouiller de leur identité pour en faire des « bons Français ». Une fille voilée, un jeune de quartier qui participe à des révoltes contre un crime policier, une personne qui se convertit à l'Islam... Tous ces comportements sont jugés déviant ou non conformes aux « standards » de la société française.

L'islamophobie est une réponse de la classe dominante à la contestation de celles et ceux qu'on a appelé les « deuxième » et

« troisième génération » d'immigrés. Si la plupart ont la nationalité française, ils doivent en permanence prouver leur volonté de « s'intégrer » et d'abandonner leur culture d'origine.

Des faits divers sont instrumentalisés, des sujets de société montés en épingle. La même grille d'analyse se développe autour de débats aussi différents que le « voile à l'école » (jusqu'au voile tout court...), « les tournantes dans les caves », « les prières de rue », les Merah, Kelkal, le « halal » et les moutons dans la baignoire. À chaque fois, c'est cet étrange étranger aux coutumes étranges qui est stigmatisé. La majorité d'entre eux ayant des papiers français, on ne parle plus d'« étrangers » mais de « musulmans » (parfois « d'apparence ») ; l'appellation permet d'englober cette masse post-coloniale débarquée de l'autre côté de la Méditerranée.

2013 : regain de tension

Les actes islamophobes recensés sont en constante augmentation. La parole islamophobe s'est libérée et « démocratisée » (de Marine Le Pen à Manuel Valls en passant par Caroline Fourest...). En face, les organisations

« antiracistes » traditionnelles sont tétanisées par une tradition « laïcarde » qui voit la défense des musulmans et notamment des femmes voilées comme un retour en arrière, une alliance contre-nature.

Pourtant, les femmes (87 %) et notamment celles qui portent la voile (76 % des cas), sont les premières victimes des agressions recensées par les associations. Les lois successives sur le voile et la volonté affichée d'aller plus loin (proposition d'interdire le voile à l'université voire dans tous les lieux publics) décomplexent une violence aussi raciste que sexiste.

Cette flambée d'actes islamophobes trouve une autre origine : dans le mouvement de la « Manif pour tous », renforçant les groupes d'extrême droite qui s'en sont pris aux LGBT mais également aux musulmanes portant le voile. Des agressions ont été recensées pendant tout l'été, avec comme point culminant la provocation policière à Trappes pendant le mois de Ramadan.

Sur le plan international, il est également ironique de voir que la réticence de l'opinion à entrer en guerre contre Bachar Al-Assad est pour

partie liée au fait qu'il n'est pas un « islamiste » ou un « terroriste djihadiste ». Parce qu'en Syrie, les islamistes seraient du côté des « résistants », nous ne pourrions pas déstabiliser un régime qui, finalement, ne fait de mal qu'à son peuple.

Ce sont là les deux ressorts de l'islamophobie : justifier l'oppression des populations, les guerres en Afrique et au Moyen-Orient, par des valeurs prétendues universalistes et droits-de-l'homme tout en maintenant un ordre raciste dans les pays impérialistes.

Ce sont également là les deux axes d'une politique antiraciste conséquente.

Hichem (Comité jeunes Sorbonne)



LA CHASSE AUX ROMS CONTINUE...

Cela fait plusieurs années que, à Lyon comme ailleurs, des centaines de Roms sont systématiquement expulsés, pourchassés d'un camp ou d'un squat à l'autre, sans solution durable de logement, vivant de ce fait dans la plus grande précarité. Après l'incendie du campement de Saint-Fons en mars dernier, puis celui d'une usine désaffectée du huitième arrondissement occupée par des dizaines de familles, faisant trois morts, c'est une bonne partie du camp de Vaulx-en-Velin qui a été incendié le 15 août dernier.

Environ 150 des 350 personnes présentes se sont alors retrouvées complètement démunies, obligées de partir, quand elles n'ont pas passé

la nuit parmi les décombres encore fumants de leurs baraquements. Et dans les jours suivant, beaucoup de celles et ceux qui avaient fui sont revenus occuper les lieux, faute de solution d'hébergement. Et pour cause ! Le maire PCF de Vaulx-en-Velin, s'appuyant sur le mécontentement d'une partie des habitants du quartier qui protestaient contre l'insalubrité et les « nuisances » liés au camp, a refusé d'ouvrir un lieu d'accueil pour les familles sinistrées sous prétexte... de ne pas ouvrir la porte à l'installation d'un nouveau camp dans sa commune. Une semaine plus tard, l'ensemble du camp a finalement été expulsé, évidemment sans solution de logement pour toutes.

Les expulsions, les politiques sécuritaires, le mépris des droits humains, l'absence de volonté politique de faire appliquer ne seraient que la loi (à commencer par la circulaire d'août 2012 sur l'obligation de relogement des personnes expulsées), la stigmatisation des populations Roms et des immigrés : tout cela participe d'une offensive raciste, facteur de division de notre camp social. Il nous faut impérativement la combattre, à l'heure où le gouvernement socialiste poursuit et accélère sa politique en défaveur des classes populaires.

Le Comité jeunes de Lyon

Dans ce numéro

- Dossier : Austérité dans l'éducation** Pages 4-5
Lutte à Paris 1
Nos revendications pour l'éducation
Une bataille nationale contre le gouvernement
Toujours plus de sélection
- Formation : Révolutions et contre-révolutions en Egypte** Page 6
- International** Page 7
Syrie
Mali
Russie
- Funky : Contre l'austérité, Un million d'euros pour le NPA** Page 8

L'AUSTÉRITÉ DANS ON N'EN VEUT

PÉNURIE BUDGÉTAIRE À PARIS 1 : LA GRÈVE SE PRÉPARE !

RÉFORME DES IUFM

Depuis la rentrée, les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) sont devenus des écoles supérieures du professorat et de l'Éducation (ESPE). Celles-ci vont être directement rattachées aux universités, dans la logique des regroupements universitaires. Elles n'auront donc plus de budget propre. Avec plus de la moitié des facs en déficit, les ESPE verront forcément leurs moyens diminués.

Un tronc commun entre les professeurs des écoles, des collèges, des lycées et des CPE est mis en place, ce qui permet de mutualiser les cours pour réduire les coûts. Un tronc commun qui porte, entre autres, sur les « valeurs de la République »...

La date et le contenu des concours sont aussi modifiés. Les concours passent de bac + 5 à bac + 4 alors que nous revendiquons le retour au bac + 3 (comme avant la masterisation). Les écrits auront lieu au printemps et les oraux au début de l'été, ce qui permet d'être fonctionnaire stagiaire dès le M2 et d'être titularisé un an plus tôt. Pour autant la masterisation n'est pas supprimée : pour être titularisé, il faudra avoir validé son M2. Cela ne remet donc pas en cause la sélection sociale entraînée par la masterisation. Les étudiants devront toujours financer au moins cinq années d'études après le bac, dont une passée à faire son stage et à valider son M2...

Nous ne pouvons pas nous satisfaire de ces mesures. C'est pourquoi des assemblées générales sont déjà prévues entre les professeurs et les étudiants dans certains IUFM dès la rentrée pour organiser la riposte !

Orianne (Comité jeunes Le Mans)

L'été a été chaud... à l'université Paris 1 ! Après trois années de déficits consécutifs, qui s'élèvent aujourd'hui à 4,5 millions d'euros, l'université est sous tutelle du rectorat.

Sur fond de grandes tensions, le conseil d'administration a voté, courant juillet, un plan de rigueur drastique ! A l'extérieur de la salle, une trentaine de militants de l'UNEF, mobilisés contre ce plan, se sont retrouvés bloqués par l'arsenal de vigiles déployé par la direction.

masse salariale, entamée l'an passé (23 suppressions d'enseignants, précarisation des personnels administratifs, etc.).

Fioraso rationalise l'offre, non plus au niveau de chaque université, mais au niveau régional en fonction des besoins du patronat, par le biais des regroupements d'université et des fusions à venir.

« There is no alternative ! » : les temps sont durs et la fac aurait mal géré son argent... La réalité est toute autre : comme de nombreuses universités, nous subissons de plein fouet les conséquences de l'autonomie financière. Depuis 2010, l'université Paris 1 gère le salaire des personnels et loue la plupart des locaux qu'elle occupe. Les dotations de l'État, restées constantes, n'ont pas compensées l'évolution de carrière des personnels ni la croissance exponentielle des loyers (dotation de 2,9 millions d'euros, pour 4,9 millions de coût réel).

La rentrée 2013 est déterminante. A Paris 1, la résistance s'organise face aux coupes budgétaires et à la dégradation de nos conditions d'études. La grève est à l'ordre du jour et une assemblée générale unitaire début octobre doit être un point d'appui. Nous ne pourrions pas gagner tout seul pour imposer le cadrage national des formations, le fléchage national du budget et un réinvestissement public massif. De Paris 1 à Aix-Marseille, de Lille à Toulouse, nous devons unir nos forces dans une grève étudiante d'ampleur, en convergence avec les salariés en luttant, contre la politique du gouvernement que ce soit sur les budgets ou la réforme des retraites !

L'autonomie, accompagnée par la rigueur budgétaire, permet de « rationaliser » l'offre de formation. Le nouveau gouvernement l'a compris et fait le choix de renforcer l'autonomie et d'intensifier la rigueur. La loi

Raph (Comité jeunes Tolbiac)

Contre la répression
à Paris 1 et ailleurs



POUR LES
LIBERTÉS SYNDICALES
DANS LES UNIVERSITÉS



A cette rentrée, la note est salée pour les étudiants : 30 000 heures de TDs supprimées, soit 10% de l'offre de formation. Il y a diminution des capacités d'accueil dans plusieurs UFR, des mutualisations et des suppressions massives en master, des réductions horaires dans les matières fondamentales et des suppressions d'options en licence... accompagnée par une réduction massive de la

NOS REVENDICATIONS POUR L'ÉDUCATION

Alors que cette rentrée se fait toujours sous le signe de la crise pour tous les jeunes et les travailleurs, l'Éducation est loin d'être épargnée. Elle se prend de plein fouet les conséquences de l'austérité. François Hollande avait fait la promesse de faire de la jeunesse et de l'éducation une priorité... Un an et demi et deux réformes plus tard, ses priorités sont plutôt claires : continuer la logique des précédentes réformes du gouvernement Sarkozy pour déqualifier nos diplômés et faire de nous des précaires à vie.

Des années d'attaques et de contre-réformes

L'École est l'un des outils dont se sert le système capitaliste pour reproduire l'ordre établi. C'est seulement par un changement de société que nous

pourrions mettre en place un système éducatif émancipateur. Pour autant, cela ne veut pas dire non plus que nous ne pouvons pas nous battre pour conserver nos acquis et améliorer nos conditions d'études.

C'est pour cela que nous devons exiger l'abrogation de toutes les réformes libérales de l'Éducation qui ont permis de mettre en concurrence les établissements scolaires entre eux, les obligeant à recourir à des financements par des entreprises, les partenariats public-privé, par manque de budget. En échange de financements, c'est l'adaptation du contenu de nos formations pour les besoins à court terme sur le marché du travail, permettant de déqualifier nos diplômés, notre seule garantie sur le marché du travail.

En plus d'exiger l'abrogation des deux dernières réformes du gouvernement Hollande (celles de Peillon et Fioraso), nous devons exiger l'abrogation de toutes les réformes précédentes qui suivent cette même logique : loi Fillon et loi Chatel dans les lycées, réformes LMD, LRU, pacte pour la recherche, réforme dite des IUFM et de la masterisation et la réforme de l'allocation des moyens.

Pour une école au service des classes populaires

Mais abroger toutes ces contre-réformes ne suffira pas. Il nous faut un budget à la hauteur des besoins. Les suppressions de postes, à la fac comme au lycée, ont entraîné des suppressions de filières et de parcours. Elles surchargent les classes, ou les TD, ce qui détériore nos conditions

d'études et les conditions de travail des profs. Il faut une embauche massive dans l'Éducation : 100 000 postes immédiatement (il y en a eu 80 000 de supprimés depuis 2007) et la titularisation de tous les précaires.

Enfin, nous exigeons une formation de qualité pour tous, des diplômés de qualité et le contrôle par les jeunes de leur formation et leurs conditions d'études. Avoir des diplômés de qualité signifie notamment la fin de la professionnalisation et de l'individualisation de nos diplômés, un véritable cadrage national afin d'avoir des garanties égales pour tous et toutes sur le marché du travail.

Mimosa (Comité jeunes de Rennes)

L'ÉDUCATION

PAS !

TOUJOURS PLUS DE SÉLECTION !

La rentrée 2013 se fait dans un contexte de sélection accrue dans l'Enseignement supérieur. Une sélection financière tout d'abord : 1,9 % d'augmentation du coût de la vie pour les étudiants non boursiers et 1,6 % pour les boursiers, des frais d'inscriptions qui augmentent de 1,6 %, des frais de transports qui augmentent de 2,96 % en région parisienne... alors que le SMIC augmente seulement de 0,3 %. Les dépenses courantes des étudiants augmentent et poussent les jeunes issus des milieux défavorisés à ne pas continuer leurs études et à chercher un travail directement.

Cette sélection s'accroît avec l'augmentation des déficits des universités. Aujourd'hui, plus de

50 % des universités connaissent des difficultés budgétaires. Pour y faire face, elles augmentent la sélection.

Certaines augmentent les frais d'inscriptions des filières « dérogatoires », afin de s'assurer des revenus venant de la poche des étudiants - et par la même occasion de les sélectionner. L'autre solution prônée par les universités est la diminution des capacités d'accueil. À Nanterre, la présidence a supprimé six cents places en L1, diminuant sa capacité d'accueil de 9 %, ce qui laisse des centaines de bacheliers sur le carreau.

Enfin, la rigueur budgétaire pousse les universités à transformer leurs filières générales en filières

professionnalisantes, financées par des entreprises. Elles sont sélectives et rejettent chaque année des centaines d'étudiants. La sélection se fait généralement en L3. En cas de refus, l'étudiant perd deux années d'études.

Il faut imposer l'accès de toutes et tous à l'université : le diplôme reste la meilleure arme contre le chômage. En 2010, le taux de chômage des non diplômés s'élevait à 16 % quand il était de 5,6 % pour les diplômés du supérieur. Pour notre avenir, il est important de nous battre pour le droit à un diplôme. Il faut nous organiser et regrouper tous ceux qui rencontrent ce genre de problème, afin d'obtenir le rejet des mesures sélectives et l'inscription de tous. Pour mettre un coup d'arrêt

total à ces politiques, il faut en finir avec la gestion des universités comme des entreprises, imposer la gratuité et l'accès libre à l'Enseignement supérieur. Pour cela, il faut revendiquer un plan de financement de 5 milliards d'euros dans l'Enseignement supérieur, ce qui correspond au montant du crédit impôt recherche, un cadeau donné chaque année aux entreprises par l'État.

**Hermann (Comité jeunes
92 Nord)**

UNE BATAILLE NATIONALE CONTRE LE GOUVERNEMENT !

Le service public de l'Enseignement supérieur connaît depuis plusieurs années des attaques sans précédent menées par les gouvernements de droite comme de gauche. De la LRU sous Sarkozy à la réforme Fioraso qui est en train de se mettre en place, les réformes universitaires s'enchaînent. Elles entraînent la destruction progressive du service public de l'Enseignement supérieur, avec des conséquences directes pour nos conditions d'études, sur la qualité de nos diplômes (de plus en plus dégradés, individualisés...) et sur le financement des universités. La loi LRU, en mettant en place l'autonomie financière des établissements, a entraîné des problèmes budgétaires pour toutes les universités.

Des résistances victorieuses mais ponctuelles

Les conséquences de l'austérité ne sont pas exactement les mêmes dans toutes les facs, et pas toujours de la même ampleur. Certaines universités ne sont pas (encore) en déficit à proprement parler, quand l'université de Strasbourg accuse un manque de 20 millions d'euros et celle à Nantes un trou de presque 10 millions d'euros.

Les choix des administrations face aux problèmes budgétaires ne sont pas non plus toujours les mêmes : coupures du chauffage dans les amphis, profs non remplacés, salles surchargées, sélection à l'entrée de l'université... Chacune a sa recette !

Pour répondre à ces attaques les étudiants tentent de se mobiliser en organisant des réunions d'information ou des rassemblements un peu partout en France. À Rennes, pour faire face à la pénurie budgétaire, l'administration voulait organiser des examens par tirage au sort pour des L3. Les étudiants n'auraient passé qu'une partie de leurs partiels ! Cette décision a été bloquée par les étudiants de la promo concernée, qui ont organisé plusieurs rassemblements de protestation.

Au Mans, plusieurs étudiants ont été sélectionnés de manière illégale à l'entrée de l'université. Ils ont finalement pu être inscrits après l'organisation de plusieurs rassemblements devant l'UFR concernée et devant le conseil d'administration.

Ces mouvements restent insuffisants pour arrêter l'offensive du gouvernement. Les étudiants restent encore peu nombreux à se mobiliser et à s'organiser collectivement. Les réponses apportées le sont uniquement fac par fac, car il n'y a rien d'évident

à voir la cohérence globale de ces attaques à l'échelle nationale.

Dénoncer une logique globale

Derrière les restrictions budgétaires, mais aussi toutes les réformes que mettent en place les gouvernements, se cache la volonté de baisser le niveau de nos diplômes, d'individualiser nos parcours, bref, que les entreprises puissent bénéficier d'une main d'œuvre de plus en plus précaire, corvéable à merci.

Notre objectif pour mettre fin aux reculs, c'est bien évidemment de continuer à mener des bagarres dans toutes les facs contre les conséquences de l'austérité et contre les nouvelles réformes qui vont être mises en place. Nous devons chercher à organiser des rassemblements, des assemblées générales avec les étudiants, pour défendre nos droits face à des attaques concrètes.

Chaque petite victoire que nous obtiendrons servira également à prouver qu'il est possible de gagner, c'est aussi une manière de redonner confiance à notre milieu, de démontrer que rien n'est impossible en établissant un rapport de force.

Mais nous devons chercher à aller plus loin. Il ne faut pas nous contenter des luttes locales. Il faut chercher à les coordonner pour construire une riposte nationale. Sans un vrai coup d'arrêt à la politique du gouvernement, nous ne pourrions plus faire face à terme aux attaques locales. Empêcher la sélection d'un étudiant en L1 dans une fac est une avancée. Mais dans le cadre de l'autonomie des universités et de la privatisation de l'Enseignement supérieur, les problèmes reviendront plus fort chaque année et d'autres étudiants en subiront les conséquences.

Il faut montrer que les attaques sont les mêmes partout et que la seule réponse sera dans un mouvement global, aussi coordonné à l'échelle nationale que le sont le gouvernement et les présidences d'universités.

Chloé (Comité jeunes Le Mans)

RECONNAISSANCE À BAC + 3 DES DIPLÔMES DU TRAVAIL SOCIAL : UNE AVANCÉE INSUFFISANTE

Le collectif « les travailleurs sociaux libres » a lancé un appel à la contestation nationale le 3 février 2011, avec comme revendication la reconnaissance au grade master1/licence des diplômés du travail social. Cet appel a permis plusieurs grèves et mobilisations soutenues par les syndicats. La première s'est tenue le 16 mars 2011, toujours à l'initiative des TSL.

Le 14 septembre 2011, le gouvernement a fait paraître au Journal officiel la reconnaissance au niveau bac + 3 par un système de transfert de 180 crédits ECTS pour les diplômés d'État d'assistant(e) de service social, d'éducateur(trice) spécialisé(e), d'éducateur(trice) de jeunes enfants, d'éducateur(trice) technique spécialisé(e) et de conseiller(ère) en économie sociale et familiale. Notons au passage que les titulaires du diplôme d'État aux fonctions d'animation (DEFA) ainsi que toutes les professions de travail social nécessitant moins de trois années d'études (moniteur(trice)-éducateur(trice), aide médico-psychologique, aides-soignants(tes)...) ont purement et simplement été écartés.

Si cette reconnaissance constitue une avancée significative, elle reste néanmoins insuffisante. Sans reconnaissance du grade licence, ni attribution du diplôme, il n'y a pas d'homologation au niveau II au répertoire national des certifications professionnelles. Cela signifie que les 180 ECTS qui donnent le niveau bac + 3 ne valent pas grand chose et que sans soutien aux multiples appels aux mobilisations et aux grèves des travailleurs(euses) du secteur social et médico-social, leurs salaires et leurs statuts n'évolueront pas... Alors que leurs conditions de travail se dégraderont.

Gilou (Comité jeunes Paris 1-Tolbiac)

RÉVOLUTIONS ET CONTRE-RÉVOLUTIONS EN ÉGYPTÉ

Depuis plusieurs années, l'Égypte bouillonne. Les luttes sociales et les soulèvements populaires se succèdent. Ils ont atteint un pic le 30 juin dernier : plusieurs dizaines de millions de personnes sont sorties dans la rue pour réclamer le départ de Mohamed Morsi, chef de file des Frères musulmans (FM), au pouvoir depuis un an. Depuis, l'armée a repris le pouvoir et mène une répression féroce contre les FM. Comment des mouvements populaires si spectaculaires ont-ils pu se solder par une telle situation ? Quelles sont les perspectives pour les classes populaires pour obtenir un vrai changement de régime et la justice sociale ?

Un pays qui bouillonne

L'Égypte a connu des politiques néolibérales très violentes ces vingt dernières années. Les services publics ont été largement privatisés. Les protections étatiques ont été attaquées. Le prix des denrées alimentaires et de l'essence ont fortement augmenté dans les années 2000. La crise économique a accentué le chômage. Les jeunes, qui constituent 40 % de la population, ont été les premiers touchés. Des vagues de grèves et de manifestation se sont multipliées. Sous Mubarak, on comptait une manifestation et trois grèves par jours dans la seule ville du Caire.

L'armée égyptienne

Depuis trente ans, l'Égypte était dominée par la dictature de Mubarak et de l'armée. L'armée constitue une force très importante, comprenant près de 500 000 conscrits (en service militaire) et financée par les États-Unis à hauteur de 1,3 milliard de dollars par an. Ses officiers ne sont pas que des militaires. Ils possèdent 40 % des terres et des entreprises du pays, directement ou par le biais de leurs familles. La dictature n'est pas que militaire, elle est aussi sociale. C'est celle des possédants sur les exploités. Mais l'histoire de l'armée est liée au dirigeant nationaliste arabe Nasser et à sa lutte contre la domination occidentale. Elle est perçue à ce titre comme une armée du peuple par une grande partie des Égyptiens.

Février 2011 : un soulèvement exceptionnel

Suite au soulèvement du peuple tunisien et à la chute du régime de Ben Ali, les classes populaires

égyptiennes se sont saisies de l'occasion. Le soulèvement populaire et la menace d'une grève générale ont forcé l'armée à destituer Hosni Mubarak le 11 février 2011. Une première fois, l'armée a pris le pouvoir et coupé l'herbe sous les pieds des millions d'Égyptiens qui manifestaient pour leurs droits.

Les élections organisées dans la foulée ont vu la victoire du « Parti de la liberté et de la justice » (PLJ, annexe politique des FM) avec 44,6 % des voix, suivi du Parti de la Lumière (extrême droite religieuse soutenue par l'Arabie saoudite) avec 22,5 % des voix. Les organisations religieuses, notamment les FM, jouissent d'une solide implantation populaire. La confrérie, forte de deux millions de membres, a grande influence dans les universités, les hôpitaux et les associations de quartier... Autant de secteurs laissés entre ses mains par l'ancien régime.

En mai 2012, la présidentielle a vu arriver en tête Mohamed Morsi, candidat du PLJ, avec 24,78 % des voix, suivi du candidat de l'armée Ahmed Chafik avec 23,66 % des suffrages. En troisième position se trouvait le candidat de la gauche néo-nassérienne Hamdine Sabahi (20,72 %). La victoire de Morsi au second tour (avec 51,73 %) s'explique par le refus de redonner le pouvoir à l'ancien régime plus que par une adhésion populaire au programme des FM.

En Europe, les journalistes voient dans ces résultats électoraux la mort du soulèvement égyptien. Après le « printemps arabe », ce serait l'« automne islamiste ».

Mais en Égypte le processus révolutionnaire continue. Au lendemain des élections, sans attendre des mesures du nouveau gouvernement, des grèves ouvrières ont éclaté pour des hausses de salaires et des améliorations des conditions de travail. La cible des travailleurs : les « petits Mubarak », leurs patrons d'entreprises, maires ou préfets, piliers de l'ancien régime et toujours en place. Des syndicats se sont créés chez les enseignants ou dans l'industrie.

Sous Morsi comme maintenant, la répression menée par l'armée est féroce : 11 000 militants ont été emprisonnés ou torturés. Quant à Morsi, il n'a rien fait pour les classes populaires. Il a continué la politique libérale et antisociale de son prédécesseur. La situation économique et sociale est catastrophique, le chômage et la pauvreté

augmentent. Près de 40 % des Égyptiens vivent avec moins d'un dollar par jour. L'essence manque et son prix explose. En quelques mois, l'influence énorme des FM a fondu comme neige au soleil.

Le 28 avril dernier, une campagne nationale, « Tamarod » (la rébellion), a été lancée contre le pouvoir en place. Les initiateurs sont des libéraux et des démocrates souvent issus des classes favorisées. Mais la campagne a eu un succès retentissant. En quelques jours sa pétition a recueilli près de 20 millions de signatures pour la destitution de Mohamed Morsi et l'organisation d'élections anticipées.

30 juin 2013 : le deuxième soulèvement

Le 30 juin, les masses égyptiennes descendent dans la rue, reprenant le mot d'ordre de la campagne Tamarod. Des millions de gens s'emparent des rues, excédés par la politique de Morsi, la répression, la hausse des prix et la pauvreté. Au Caire, à Alexandrie, dans toutes les villes on occupe les places, on revendique et on exige le départ du président. Des femmes et des hommes, des enfants, des Musulmans et des Coptes, tous lancent les slogans : « Morsi dégage ! », « Nous voulons des femmes à tous les postes du gouvernement », « Musulmans et chrétiens ensemble sont la révolution ».

13 millions, 20 millions, 33 millions de personnes, les estimations se succèdent sur CNN, la BBC ou Al-Jazeera. C'est probablement le plus grand soulèvement de l'histoire de l'humanité. Un ultimatum est lancé au gouvernement : vous avez 48 heures pour quitter le pouvoir sans quoi nous viendrons vous déloger. Les Frères musulmans soutiennent que Morsi détient sa légitimité des urnes. Mais pour le peuple égyptien, la démocratie représentative est moins légitime que la démocratie directe : celle de la rue !

C'est à ce stade que l'armée se décide à agir. Les généraux craignent que le soulèvement n'aille trop loin. Ils veulent éviter que se mette en place un pouvoir populaire qui mette en cause le pouvoir des grands possédants d'entreprises, de terres et de richesses. Ils craignent pour leur pouvoir et leurs richesses. C'est cette crainte qui les a poussés à destituer Mubarak en 2011 et à se ranger du côté de la population, puis à réprimer les mobilisations sociales en 2012. Ils décident une

seconde fois de prendre le parti des masses populaires. Au terme de l'ultimatum, l'armée arrête Morsi et prend le pouvoir. Les réactions sont contrastées parmi la population. Ceux qui ont affronté deux ans de répression de l'armée dans leurs luttes sociales se méfient. Mais la grande majorité s'en réjouit, pensant avoir trouvé un allié de poids.

L'armée contre les Frères musulmans

Une lutte s'engage alors depuis quelques semaines entre l'armée et les Frères Musulmans qui cherchent à reprendre le pouvoir.

Ceux-ci ont perdu leur légitimité dans la population, les masses égyptiennes n'en veulent plus. Mais cela ne peut pas justifier les massacres de centaines de personnes lors de rassemblements des FM. Nous dénonçons ces atrocités. Il ne faut pas s'y tromper : et l'armée, et les Frères musulmans ont démontré qu'ils dirigeaient pour les classes possédantes en maintenant l'oppression et l'exploitation. Ils sont tous deux liés aux impérialistes. Les Frères musulmans ont appliqués les politiques d'austérité dictées par le Fonds monétaire international. L'armée est elle-même financée par les États-Unis. Ces deux forces politiques n'ont aucune intention de mettre en place les mesures démocratiques et sociales exigées par la population.

Un soulèvement qui aille jusqu'au bout

Pourtant, le souffle révolutionnaire qui dure depuis deux ans en Égypte n'est pas éteint. Il ne pourra pas s'exprimer par le biais des généraux de l'armée, des Frères musulmans ou de toute autre solution qui ne mette pas en cause les racines du régime, de l'oppression et de l'exploitation. C'est bien d'un pouvoir populaire qu'a besoin l'Égypte. Les travailleurs, les couches opprimées et exploitées des bidonvilles ou de la paysannerie ont les moyens de mettre à bas le régime égyptien, qu'il ait à sa tête les généraux ou des religieux. Les classes populaires ont par deux fois déjà démontré leur force en dégageant Mubarak puis Morsi. L'avenir dépendra de leur capacité à prendre leurs affaires en main à tout les niveaux de la société : dans les quartiers, les entreprises, les villes, les casernes mais aussi au niveau de l'ensemble du pays. Les généraux et les dirigeants des Frères musulmans ne se laisseront pas déposséder. Il faudra s'en débarrasser comme de la domination des États-Unis.

Nous reprenons ici les mots d'ordre des Socialistes révolutionnaires, une organisation égyptienne qui cherche à pousser la révolution jusqu'au bout :

- À bas la domination de

l'armée !

- Contre le retour de

l'ancien régime !

- Contre le retour des Frères

musulmans !

- Tout le pouvoir et toutes les richesses

au peuple !

La réussite de la révolution égyptienne, comme de la révolution syrienne, dépendra aussi du soutien des exploités et des opprimés du monde entier. Nous devons organiser une solidarité internationale avec les révolutionnaires égyptiens. Il faut initier et participer aux manifestations de soutien aux soulèvements et aux luttes des classes populaires d'Égypte.

Soufyene (Comité jeunes Paris 7)



TOUJOURS POUR LE BIEN DES POPULATIONS ?

Raisons sécuritaires, raisons humanitaires... Les grandes puissances impérialistes ont toujours de bonnes raisons de vouloir attaquer d'autres pays. Début 2013, le gouvernement PS se précipitait au Mali pour « sauver les populations du joug islamiste » et « libérer les femmes maliennes ». En 2003, les USA de Bush portaient chercher des armes de destruction massive fantômes en Irak. Au nom de la souffrance des Syriens et Syriennes, la France et les USA prévoient de repartir en guerre.

Les soupçons d'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar Al-Assad contre les rebelles et des

populations civiles auraient été le déclencheur de cet émoi international. Mais si les gouvernements se souciaient vraiment de la souffrance des peuples et de l'avenir de la révolution, ils auraient probablement pu s'en préoccuper sept mois et plus de 150 000 morts plus tôt.

ONU ou pas, la guerre on n'en veut pas !

Le gouvernement français est le plus prompt à défendre l'intervention armée, allant jusqu'à diffuser des vidéos d'enfants syriens décédés ou suffocants suite à l'attaque chimique du

21 août, pour en appeler aux sentiments révoltés de nos parlementaires.

Les raisons de partir en guerre de la France et des USA sont probablement nombreuses, mais le sort de la population et des révolutionnaires n'en font pas partie. Obama a été le plus clair : il justifie une frappe militaire par la défense des « intérêts vitaux de l'Amérique et sa sécurité nationale ». Hollande répète également que la France bombardera la Syrie pour « punir » Assad et qu'il en va de la sécurité nationale... Il en va aussi des intérêts des entreprises françaises et de la concurrence avec la Russie dans la région. Toutes les entreprises

françaises présentes en Syrie imposent à la France d'intervenir dans la situation : Alstom, Lafarge ou encore Total.

Et l'avenir de la révolution ?

Il nous paraît difficile aujourd'hui d'évaluer les forces de l'opposition syrienne. Pour autant, nous pouvons être certains que l'intervention armée ne servira pas de soutien aux populations en révolte. Les objectifs de frappes militaires de la France et des USA ne visent qu'à fragiliser le pouvoir, à virer Bachar Al-Assad pour le remplacer par un allié plus fidèle à leurs intérêts...

En aucun cas à laisser la main à une révolution sociale et populaire. Il nous faudra combattre les illusions pouvant exister quant aux frappes militaires à venir. Cette tâche n'est pas évidente alors que nous sommes confrontés à l'horreur des attaques du régime contre les populations syriennes et les « rebelles », aux images atroces et aux récits de torture. Notre solidarité va aux peuples de Syrie et à l'ensemble des militants qui luttent contre la dictature de Bachar Al-Assad. Mais elle passe également par notre opposition la plus ferme à toute intervention impérialiste en Syrie !

Manon (Comité jeunes Paris 1)

HOLLANDE REMPORTE UNE SECONDE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Malgré la crise importante que traverse encore le Mali, la France a eu rapidement besoin de redonner une apparence de légitimité à la classe dirigeante du pays. C'est donc de manière précipitée que l'élection présidentielle, tenue les 28 juillet et 11 août 2013, a été préparée (en grande partie par la France elle-même !). Les conditions étaient particulièrement difficiles pour l'électorat malien : impossibilité pour certains jeunes de s'inscrire, problèmes

liés à l'obtention des cartes électorales pour les réfugiés (plusieurs dizaines de milliers), etc. Sans surprise, la participation n'a pas dépassé 49 % au premier tour, puis 46 % au second... de quoi s'interroger sur la prétendue « légitimité » du président.

Après un premier tour à vingt-sept candidats, Ibrahim Boubacar Keïta (RPM) et Soumaïla Cissé (URD) se sont qualifiés pour le second. Le premier, Premier ministre de 1994 à 2000, est

un acteur bien connu de la scène politique malienne. Aucune affaire de corruption n'entache son blason, il est proche de l'armée et il est réputé malléable à souhait. Un candidat de premier choix pour permettre le retour à la « normale » tant espéré par Hollande. Au contraire, son adversaire qui souhaitait rompre avec l'ancienne oligarchie aurait pu entraver les intérêts français en Afrique de l'Ouest.

« IBK » a donc rapidement obtenu le soutien de Hollande ou encore du président ivoirien placé par la France en 2011, Alassane Ouattara. Il s'est finalement imposé en obtenant 77,62 % des suffrages exprimés. Par sa présence militaire et la victoire de « son » candidat au Mali, la France a un encore un peu plus assuré sa position dans la zone du Sahel.

Est-ce pour cela que Hollande se sent pousser de nouvelles ailes guerrière

et regarde vers la Syrie ? Pour en finir avec l'oppression, les guerres et les pillages, les peuples du monde entier doivent s'unir dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme !

Louis

RUSSIE : DANGER POUR LES LGBTI

En juin dernier, Poutine a promulgué une loi sanctionnant tout acte de « propagande » homosexuelle envers les mineurs. Elle a été adoptée à l'unanimité par la Douma (parlement russe). Les étrangers qui se livrent à la « propagande », une notion mal définie, risquent

une amende de 100 000 roubles (2 300 euros), 15 jours de détention et l'expulsion du pays. En juillet, des citoyens néerlandais ont été expulsés sous ce motif. Les seuls faits de « diffuser de l'information » visant à « susciter de l'intérêt » pour des relations dites « non-traditionnelles

» ou de parler d'égalité sociale entre relations hétérosexuelles et homosexuelles sont interdits.

Cette loi a renforcé le climat homophobe dans un pays où l'homosexualité était considérée comme un crime jusqu'en 1993 et comme une maladie mentale jusqu'en 1999. Selon un récent sondage de l'institut Vtsiom, 88 % des Russes soutiennent l'interdiction de la « propagande » homosexuelle, et 54 % estiment qu'il faut punir l'homosexualité.

Ce virage politique a déclenché des actes de violence et d'agressions homophobes. En moins d'un mois, deux hommes ont été assassinés en raison de leur homosexualité. On ne compte plus les vidéos nationalistes montrant des militants tabassant des jeunes soupçonnés de « déviance ». Plusieurs ONG rapportent l'organisation,

via les réseaux sociaux, d'attaques de LGBT par des groupuscules néonazis : des jeunes se font piéger par de faux rendez-vous, puis humilier et torturer. Fin juin 2013, la Marche des fiertés de Saint-Petersbourg a été attaquée par des lancés des bouteilles, des pierres et des boîtes de conserve. À Moscou, les autorités refusent chaque année l'organisation de la Gay pride.

Les propos homophobes sont largement banalisés, comme ceux du présentateur télé Dmitri Kiselev qui appelle à « enterrer ou brûler les coeurs des homosexuels décédés » car ils sont « incapables de transmettre la vie ». La députée Elena Mizoulina propose quant à elle d'enlever à leurs parents les enfants élevés par des homosexuels. Elle milite également pour une impôt sur... les célibataires !

L'ordre moral accompagne l'offensive ultra-libérale et liberticide en Russie depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir et plus largement depuis la restauration du capitalisme. L'homophobie est une arme des patrons pour diviser notre camp social. Solidarité avec toutes les luttes LGBTI en Russie et dans le monde entier !

Vanessa (Comité jeunes 92 nord)



TRISTE ANNIVERSAIRE...

Cela fait un an que deux membres du groupe de punk russe les Pussy Riot sont en camp de travail. Leur crime : avoir organisé une « prière » anti-Poutine dans la cathédrale de Moscou. Elles ont été condamnées à deux ans de travaux forcés pour « hooliganisme » et « incitation à la haine religieuse ».

Ce triste anniversaire a lieu dans un contexte de répression généralisée des droits démocratiques et des LGBTI en Russie. Celle-ci s'est accentuée après les manifestations qui ont émaillé l'intronisation de Poutine à son troisième mandat présidentiel. Encore aujourd'hui, « l'affaire du 6 mai » - 2012, date des manifs anti-Poutine

interdites - continue de poursuivre les militants de gauche russes : sur décision arbitraire de la police, un militant peut être arrêté, détenu, torturé. En août, 30 personnes - des militants connus comme des gens dont c'était la première expérience politique - ont été arrêtés dans le prolongement de cette « affaire ». Un d'entre eux s'est donné

la mort. Poutine, ancien cadre dirigeant des services secrets, est un grand admirateur du « modèle chinois » : d'un côté, le néolibéralisme le plus débridé, de l'autre, l'autoritarisme le plus brutal. Notre rôle est de faire connaître cette situation, de dire que derrière le bouffon Depardieu c'est un dictateur qui trône, mais aussi

que même dans des conditions très difficiles, les militants révolutionnaires russes ne lâchent rien !

Stan (P1/P19 BL)

1 MILLION D'€UROS DIX RAISONS DE DONNER AU NPA

1- Parce que Jean-Pierre Foucault a refusé d'organiser un spécial « Qui veut gagner des millions » au profit du NPA. Pareil pour Fort Boyard, où nous aurions pourtant pu faire un carton (notre service d'ordre s'était même entraîné à se battre avec des vrais tigres).

2- Parce que si le NPA n'arrive pas à réunir onze fois moins que l'UMP, les méchants de droite de ton bahut, de ton amphi ou sur ton marché vont se foutre de ta gueule... Et ça tu n'en as pas du tout envie.

3- Parce qu'en donnant de l'argent à un parti politique, toi aussi tu pourras avoir l'impression d'être Liliane Bettencourt, la lucidité en plus.

4- Parce que pour une fois, ce n'est ni ton patron ni le gouvernement qui te demande de faire un effort financier. Ça, ça n'a pas de prix.

5- Parce que, dans la société actuelle, les banques peuvent te racketter mais tu n'as pas le droit de les braquer. Du coup, en attendant que nous remettions les choses à l'endroit, nous n'avons pas d'autre choix que de faire appel à ta solidarité.

6- Parce que si tu es imposable, l'argent déduit de tes impôts sera autant de fric qui ne financera pas les guerres au Mali et en Syrie.

7- Parce que si tu n'as pas d'affiche à coller et de tract à diffuser en

juin prochain, tu vas attraper des fourmis dans les bras. Et c'est très désagréable.

8- Parce que même si tu as honte de l'admettre, tu as kiffé les clips de la campagne Poutou (« Question pour une élection », « The Anticapitalist »...) et tu as hâtes de voir les prochains.

9- Parce que même des gens dont tu n'as jamais entendu parler de ta vie vont se présenter aux européennes (« Union des gens », « Europe démocratie espéranto », « Alliance royale », « Cannabis sans frontières », « Parti faire un tour »...). Ce serait pas la honte de leur laisser la place ?!

10- Parce que sinon, pour voter à gauche du PS aux européennes, tu auras le choix entre Mélenchon qui explique que l'impérialisme français c'est vachement mieux que l'impérialisme nord-américain et qu'il faut produire français pour donner de l'argent aux citoyens patrons qui sentent bon le camembert... Et LO qui expliquera que l'Europe on s'en fout parce que ce qui compte c'est de maintenir un parti authentiquement-communiste-et-révolutionnaire-pas-comme-les-autres-qui-ne-défendent-pas-le-vrai-communisme-révolutionnaire-et-qui-détournent-la-classe-ouvrière-en-lui-parlant-d'écologie-et-de-lutte-contre-les-oppressions.



Septembre-Octobre 2013
www.npa2009.org
http://npa.jeunes.free.fr
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste
Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondu

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

CONTRE L'AUSTÉRITÉ : 1 MILLION D'€UROS POUR LE NPA !

Le NPA a décidé de lancer une campagne pour récolter un million d'euro d'ici le 31 décembre. Pour un parti anticapitaliste, qui fonde son projet sur les mobilisations des jeunes et des travailleurs, c'est en priorité vers eux que nous nous tournons pour réussir cette campagne.

Le NPA participe aux combats sociaux pour en finir avec cette société d'injustice, d'oppression et d'exploitation. Dans les entreprises, les universités, les lycées ou dans la société en général, le combat que mènent les militants du NPA permet de construire le rapport de force pour faire reculer concrètement le patronat et le gouvernement. Les militants du NPA cherchent à être utiles pour la prise en main des luttes par les premiers concernés en permettant l'implication directe du plus grand nombre dans les décisions.

L'existence du NPA permet donc de renforcer le camp de ceux qui refusent de payer la crise pour préparer une rupture révolutionnaire avec le capitalisme.

De ce fait, nous voulons être le plus indépendant possible de l'État et des institutions. C'est pour cela que nous faisons appel aux dons financiers de celles et ceux qui partagent nos combats ou qui jugent utile l'existence du NPA, même d'un simple point de vue démocratique. Cette argent nous permettra d'exister notamment dans les prochaines échéances électorales de 2014 (municipales et européennes) dont le coût exorbitant constitue un obstacle démocratique.

Pour donner : chèque à l'ordre de « NPA-souscription » à envoyer à NPA-souscription, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil ou via internet sur le site npa2009.org/souscription

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Association de financement « npa souscription », 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil. Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - dons destinés au NPA



FAITES VIVRE L'ANTI-CAPITALISME
CAMPAGNE FINANCIERE 2013

Association de financement « NPA souscription »,
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA.

CONTRE L'AUSTÉRITÉ

1 MILLION D'€
POUR
LE NPA

www.npa2009.org/souscription

ABONNEZ-VOUS !
à Tout est à nous !



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville

Prénom Téléphone

STATUT : Code postal e-mail

- Je veux m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (CHÈQUE À L'ORDRE DE APEIJ)
- Je désire PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // RÉDACTION : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30